

• Le colonel Jean Marsia est doublement docteur de l'ULB et de l'Ecole royale militaire depuis cette semaine.

• Il plaide l'urgence pour réussir l'Europe politique à partir de celle de la Défense. Mais il propose aussi un plan concret.

• On le dit utopique? Le colonel Marsia répond sans sourciller à tous les "missiles" qui veulent ébranler son analyse.

"Une vraie défense européenne s'impose très vite et ça ne passera que par les Etats-Unis d'Europe. Car notre avenir politique en dépend!"

Jean Marsia

Bio

Militaire - citoyen. Son CV en fait foi et sa thèse de doctorat en est aussi la plus belle illustration... Depuis sa sortie en 1971 de l'athénée de Rochefort, dont est originaire sa famille depuis plus de sept générations, le colonel administrateur militaire (e.r.) Jean Marsia a incontestablement la fibre militaire. Mais elle se double chez lui d'une dimension citoyenne qui met à mal tous les clichés qu'on puisse concevoir à propos de la "grande muette". Entre son entrée en 1975 comme élève à l'Ecole royale militaire, son "débarquement" à la fin des années 2000 de cette institution où il était directeur de l'enseignement académique, démis par le ministre De Crem mais remis en place par le Conseil d'Etat - et son grand retour symbolique comme docteur en sciences politiques et sociales (ULB) et en sciences sociales et militaires (ERM), il a toujours vu son engagement comme un service à la société. Point étonnant dès lors que son parcours soit aussi passé par des cabinets ministériels - chez Hervé Hasquin alors ministre de la Région bruxelloise mais aussi chez André Flahaut lorsqu'il avait le maroquin de la Défense et enfin, cerise sur le gâteau, comme conseiller militaire du Premier ministre Elio Di Rupo alors qu'il n'a jamais caché ses opinions libérales...

Laïque engagé. Jean Marsia est aussi de longue date un militant laïque convaincu mais toujours prêt à entrer en dialogue sans a priori avec les tenants eux aussi ouverts d'autres convictions. Le colonel fut aussi un initiateur de la création des conseillers moraux laïques, en ce inclus à l'armée, après la reconnaissance officielle du courant philosophique non confessionnel. On se rappellera qu'à l'époque le ministre de la Défense Leo Delcroix (CVP) freina singulièrement leur entrée en fonction. La ténacité de Jean Marsia amena cependant le Premier ministre Dehaene à siffler la fin de la récréation mais cela laissa sans doute des traces du côté des chrétiens-démocrates. Dieu merci, Jean Marsia (re)trouva bien plus d'ouverture à la Conférence Olivaint qu'il fréquentait jadis et dont le président, feu M^r Jean-Jacques Masquelin, le vit comme son successeur. Ce qu'est toujours Jean Marsia. Avec beaucoup de bonheur, semble-t-il... C.Le



ALEXIS HULLOT

Votre thèse fait montre de convictions fortes qui ont suscité quelque scepticisme à sa présentation publique. Afin de développer l'Ecole royale militaire, vous l'insérez dans une université européenne de défense intégrée dans des Etats-Unis d'Europe... C'est plutôt très utopique!

Oui mais c'est une nécessité aussi absolue qu'urgente pour l'Europe! Une vraie défense européenne s'impose et ça ne passera que par la création des Etats-Unis d'Europe. Notre avenir politique en dépend. C'est le seul moyen de relancer l'Europe bien faible face à la crise grecque et au drame des réfugiés. Il faut une vraie Europe de la Défense avec une armée dont les officiers devront être formés dans cette voie. On ne partirait pas que de notre Ecole militaire mais elle en serait un chaînon important, Bruxelles devenant la capitale des EUE. Les universités de défense existantes seraient intégrées dans un réseau s'inspirant de la University of California qui a comme campus Berkeley, Los Angeles, San Diego...

Noble idée, mais est-elle réaliste?

Quel doit être le rôle de l'Université européenne de défense? L'origine historique de la formation universitaire au commandement puise ses racines dans un très lointain passé. Le programme d'éducation des futures élites occidentales civiles et militaires fut déjà formulé par Socrate et complété par Quintilien. "La République" de Platon était aussi un livre utopiste avant la lettre dont les idées traversèrent les siècles. Alors? Il n'y a pas de bon projet sans grand dessein.

Qu'est-ce qui vous a amené à cette thèse?

J'étais arrivé à la fin de mon mandat de colonel administrateur de l'ERM légalement obligé de prendre sa retraite et j'ai voulu tracer des perspectives d'avenir pour l'ERM, répondant à un appel du ministre de la Défense André Flahaut mais son successeur, Pieter De Crem, a estimé que ce n'était plus opportun. Je m'en étais ouvert à Pierre de Maret, le recteur de l'ULB, qui me conseilla de ne pas abandonner l'ouvrage sur le métier... Entre-temps, l'ERM était entrée dans l'Espace européen de l'enseignement supérieur et de la recherche. En outre, elle avait reçu une personnalité juridique distincte, la liberté académique et fut habilitée à délivrer des doctorats. Puis l'ERM obtint sa charte Erasmus et était accréditée pour délivrer des diplômes d'ingénieur.

L'Europe de la Défense est dans les limbes!

L'entrée en vigueur du traité de Lisbonne en décembre 2009 n'a pas effacé l'échec du Traité constitutionnel. En mars 2012, j'ai eu l'opportunité de faire remarquer au président Van Rompuy que le Conseil européen avait oublié la défense. Pire: il n'en avait plus parlé depuis... 2005.

Une remarque en haut lieu qui a fait bouger les lignes...

Oui, cela a initié un processus qui a conduit les 28 chefs d'Etat et de gouvernement à fixer en décembre 2013 un plan d'action et un nouveau rendez-vous en juin 2015. Malheureusement, le Conseil de juin a reporté les questions de défense au second semestre de 2016. L'Europe politique et de la défense sont toujours bloquées! Les 28 comptent un million et demi de militaires mais à peine 80 000, soit 5%, sont utilisables en opérations extérieures. Certes, la plupart font appel à l'Otan, ce qui a permis de réduire leur effort de défense, mais il s'élève toujours à 200 milliards d'euros par an largement gaspillés.

D'où l'appel à relancer l'intégration politique et militaire...

Oui, à partir d'un noyau restreint d'Etats membres qui constitueraient les Etats-Unis d'Europe. Ce sont ceux qui sont le moins souverains. Ils ont eu la volonté politi-

que d'entrer dans la zone euro mais c'est insuffisant, comme on l'a vu depuis 2008. Dès la chute du mur de Berlin, l'Allemagne a voulu approfondir l'Europe politique mais la France et le Royaume-Uni l'ont refusé, étant membres permanents du Conseil de sécurité de l'Onu. Ce statut privilégié leur ferme la porte des Etats-Unis d'Europe. Six autres Etats, membres de la zone euro, ne le sont pas de l'Otan. Leur neutralité les écarte également. Enfin, une défense commune intéresse d'abord les Etats aux moyens modestes, en termes de budget de défense et de base industrielle et technologique de défense. Dix Etats sont potentiellement membres des Etats-Unis d'Europe. Soit la Belgique, l'Estonie, la Grèce, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, la Slovaquie et la Slovaquie. Le Benelux et les Etats baltes devraient être les moteurs de l'initiative. Puis ils pourraient être rejoints par l'Espagne, puis l'Italie, puis l'Allemagne. Pour rejoindre les Etats-Unis d'Europe, certains Etats membres pourraient adopter l'euro ou rejoindre l'Otan. Les Etats-Unis d'Europe finiraient par reprendre le siège français au Conseil de sécurité. Et la France les rejoindrait de ce fait.

"L'UE n'est vue que comme force d'appoint de l'Amérique. C'est aussi tragique quand on voit ce qui se passe en Méditerranée où ce n'est qu'un début. Si on ne sait pas gérer une crise de 200 000 réfugiés, comment fera-t-on lorsqu'ils seront trois millions à venir frapper à notre porte? Il y a une vraie nécessité de mener une politique commune."

Mais comment surmonter les différences linguistiques et culturelles?

Les EUE seront multilingues et multiculturels tout comme l'Université de la défense se fonderait sur nos valeurs. Elles se résument en un mot: l'humanisme qui repose sur la tolérance et l'éthique. Elle susciterait, chez les officiers des forces armées des EUE, la fraternité d'armes qui leur permettra de s'y intégrer, sans se couper de leurs racines. Le personnel, détaché par les Etats à l'Otan, à l'Eurocorps ou à l'état-major de l'Union est loyal à l'institution qu'il sert. Mais c'est son corps d'origine qui décide de ses promotions et affectations. Les forces armées des Etats-Unis d'Europe devraient donc être un corps européen d'officiers, de sous-officiers et de volontaires.

Comment vous situez-vous par rapport aux Etats-Unis d'Europe de Guy Verhofstadt?

Peu de choses en commun! Il leur assigne trois missions: fonder une stratégie socio-économique communautaire, un espace européen de justice et de sécurité, et enfin (sic) une armée commune et une politique étrangère. L'ordre de mes priorités est l'inverse! Son "bras militaire" de l'Union parle de forces mises à leur disposition par les Etats membres qui doivent consacrer un pourcentage minimal de leur PIB aux dépenses militaires; ce n'est nullement une armée fédérale financée sur les ressources propres des Etats-Unis d'Europe!

Avez-vous établi aussi un agenda avec des dates butoirs?

Ah, cela devra se faire vite quand on voit l'impuissance de l'Europe face à plusieurs conflits gelés avec la Russie. Cette dernière occupe illégalement des territoires en Transnistrie, en Ossétie du Sud sans parler de l'Ukraine et de Donetsk. L'UE n'est vue que comme force d'appoint de l'Amérique. C'est aussi tragique quand on voit ce qui se passe en Méditerranée où ce n'est qu'un début. Si on ne sait pas gérer une crise de 200 000 réfugiés, comment fera-t-on lorsqu'ils seront trois millions à venir frapper à notre porte? Il y a une vraie nécessité de mener une politique commune. Karel De Gucht a expliqué qu'un ministre belge en déplacement prendra la parole mais personne ne l'écouterait. Par contre, s'il est commissaire européen...

Entretien: Christian Laporte

Citations

POURQUOI UNE UNIVERSITÉ EUROPÉENNE DE DÉFENSE?

"Former des militaires, et spécialement des officiers n'a de sens que s'ils sont au service d'une entité politique, pour mettre en œuvre sa politique de sécurité et de défense."

L'ÉCHEC DE LA CED

"Charles de Gaulle avait raison en 1953 de s'opposer à la Communauté européenne de Défense et d'exiger une Europe politique, capable de définir une politique européenne de sécurité, comme préalable à une armée européenne."

UN ORDRE DE MARCHÉ AMBITIEUX

"Produire des officiers de qualité implique de viser l'excellence scientifique. Pour l'atteindre, l'Université européenne de défense serait un espace de liberté, de débat intellectuel, de recherche et d'innovation, capable de promouvoir la tolérance, l'équité et la démocratie. L'Université européenne de défense devrait être impartiale, ouverte sur le monde civil et l'étranger, tout en développant une culture, une citoyenneté et un patriotisme européens."

Sa thèse

"DE L'ÉCOLE ROYALE MILITAIRE DE BELGIQUE À UNE UNIVERSITÉ EUROPÉENNE DE DÉFENSE. LA CLEF D'UNE DÉFENSE EUROPÉENNE!"

Doctorat en sciences politiques et sociales de l'ULB.